

SUPRA

Société anonyme au capital social de 1.682.088,91 euros
Siège Social : 28, rue du Général Leclerc – 67210 Obernai
675 880 710 RCS Saverne

(la « Société »)

**RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES RESOLUTIONS
PRESENTEES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 27 JUIN 2012**

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons convoqués en assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) (l'« **Assemblée Générale** ») afin de soumettre à votre approbation les projets de résolutions suivantes :

Ordre du jour

A titre ordinaire

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011 - Imputation des pertes ;
3. Approbation des conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
4. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2012 ;
5. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012 - Imputation des pertes ;
6. Approbation des conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 mars 2012 ;
7. Nomination du commissaire aux comptes titulaire ;
8. Nomination du commissaire aux comptes suppléant ;
9. Autorisation à donner au directoire en vue de l'achat par la Société de ses propres actions ;

A titre extraordinaire

10. Décision relative à la continuation de l'activité de la Société en application des dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce ;
11. Réduction du capital social de la Société par diminution de la valeur nominale des actions pour cause de pertes ;
12. Délégation de compétence au directoire à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ;

13. Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
14. Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre, par voie d'offres au public, des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
15. Autorisation à donner au directoire, en cas d'émission, par voie d'offres au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale ;
16. Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre, par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
17. Autorisation à donner au directoire, en cas d'émission, par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale ;
18. Autorisation à donner au directoire, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre ;
19. Délégation de compétence au directoire à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, dans la limite de dix pour cent (10 %) du capital social, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société ;
20. Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société ;
21. Autorisation à donner au directoire à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'actions ;
22. Autorisation à donner au directoire à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés de la Société adhérant à un plan d'épargne entreprise ;

Pouvoirs pour formalités

23. Pouvoirs pour formalités.

1. RESOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

1.1 Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011 - Affectation du résultat (1^{ère} et 2^{ème} résolutions)

Nous vous invitons à prendre connaissance du rapport de gestion du directoire, des observations du conseil de surveillance sur le rapport de gestion et sur les comptes de l'exercice, ainsi que du rapport des commissaires aux comptes qui présentent les comptes sociaux de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 et soumettons à votre approbation la 1^{ère} résolution portant sur les comptes sociaux.

Nous vous demandons également, en conséquence, de donner quitus (i) aux membres du directoire, aux membres du conseil de surveillance ainsi qu'aux anciens administrateurs de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 et (ii) aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

Concernant l'affectation du résultat de l'exercice, objet de la 2^{ème} résolution, nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2011, qui s'élève à (10.416.896,03) euros, de la manière suivante :

- à hauteur de (6.748.027,48) euros au poste « *Report à nouveau* » ; et
- le solde, soit (3.668.868,55) euros, au poste « *Autres réserves* ».

Le poste « *Report à nouveau* » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'établirait ainsi :

Report à nouveau antérieur :	6.748.027,48 euros
Affectation du résultat 2011 :	(6.748.027,48) euros
Solde du compte « <i>Report à nouveau</i> » après affectation :	0 euro

Le poste « *Autres réserves* » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'établirait ainsi :

Solde des réserves libres :	8.776.442,51 euros
Affectation du résultat 2011 :	(3.668.868,55) euros
Solde du compte « <i>Autres réserves</i> » après affectation :	5.107.573,96 euros

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices clos.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, il vous est également demandé d'approuver le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts qui s'élève à 33.868 euros et de constater qu'il n'y a pas d'impôt sur les sociétés à supporter à ce titre.

A cet effet, nous soumettons à votre approbation les 1^{ère} et 2^{ème} résolutions.

1.2 Approbation des conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce - Exercice clos le 31 décembre 2011 (3^{ème} résolution)

Dans le cadre de la vie courante de la Société, des conventions peuvent intervenir directement ou indirectement entre celle-ci et une autre société avec laquelle elle a des dirigeants communs, voire entre la Société et ses dirigeants ou avec un actionnaire détenant plus de 10 % du capital.

Ces conventions font l'objet d'une autorisation préalable du conseil de surveillance (ou, pour les conventions conclues avant le changement de mode de gouvernance de la Société, du conseil d'administration) et doivent être présentées pour approbation à l'assemblée générale des actionnaires après audition du rapport spécial des commissaires aux comptes.

Nous vous informons que la Société a conclu au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 une convention entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-86 du Code de commerce. Cette convention, qui a fait l'objet d'une autorisation préalable, vous est présentée pour approbation dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce.

A cet effet, nous soumettons à votre approbation la 3^{ème} résolution.

1.3 Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2012 - Affectation du résultat *(4^{ème} et 5^{ème} résolutions)*

Nous vous invitons à prendre connaissance du rapport de gestion du directoire, des observations du conseil de surveillance sur le rapport de gestion et sur les comptes de l'exercice, ainsi que du rapport des commissaires aux comptes qui présentent les comptes sociaux de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012 et soumettons à votre approbation la 4^{ème} résolution portant sur les comptes sociaux.

Nous vous demandons également, en conséquence, de donner quitus (i) aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice clos le 31 mars 2012 et (ii) aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

Concernant l'affectation du résultat de l'exercice, objet de la 5^{ème} résolution, nous vous proposons d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 mars 2012, qui s'élève à (10.026.875) euros, de la manière suivante :

- à hauteur de (2.513.770) euros au poste « *Primes d'émission* » ;
- à hauteur de (5.107.573,96) euros au poste « *Autres réserves* » ;
- à hauteur de (168.208) euros au poste « *Réserve légale* » ;
- le solde, soit (2.237.323) euros, au poste « *Report à nouveau* ».

Le poste « *Primes d'émission* » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012 s'établirait ainsi :

Solde du poste « <i>primes d'émission</i> » :	2.513.770 euros
Affectation du résultat au 31 mars 2012 :	(2.513.770) euros
Solde du compte « <i>Primes d'émission</i> » après affectation :	0 euro

Le poste « *Autres réserves* » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012 s'établirait ainsi :

Solde des autres réserves après affectation du résultat 2011 :	5.107.573,96 euros
Affectation du résultat au 31 mars 2012 :	(5.107.573,96) euros
Solde du compte « <i>Autres réserves</i> » après affectation :	0 euro

Le poste « Réserve légale » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012 s'établirait ainsi :

Solde de la réserve légale :	168.208 euros
Affectation du résultat au 31 mars 2012 :	(168.208) euros
Solde du compte « Réserve légale » après affectation :	0 euro

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, la réserve légale devra être reconstituée par prélèvements annuels sur les bénéfices nouveaux jusqu'à ce qu'elle atteigne dix pour cent (10 %) du montant du capital social.

Le poste « Report à nouveau » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012 s'établirait ainsi :

Solde du report à nouveau après affectation du résultat 2011 :	0 euros
Affectation du résultat au 31 mars 2012 :	(2.237.323) euros
Solde du compte « Report à nouveau » après affectation :	(2.237.323) euros

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucun dividende n'a été distribué au titre des trois derniers exercices clos.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, il vous est également demandé d'approuver le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts qui s'élève à 6.836 euros et de constater qu'il n'y a pas d'impôt sur les sociétés à supporter à ce titre.

A cet effet, nous soumettons à votre approbation les 4^{ème} et 5^{ème} résolutions.

1.4 Approbation des conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce - Exercice clos le 31 mars 2012 (6^{ème} résolution)

Dans le cadre de la vie courante de la Société, des conventions peuvent intervenir directement ou indirectement entre celle-ci et une autre société avec laquelle elle a des dirigeants communs, voire entre la Société et ses dirigeants ou avec un actionnaire détenant plus de 10 % du capital.

Ces conventions font l'objet d'une autorisation préalable du conseil de surveillance et doivent être présentées pour approbation à l'assemblée générale des actionnaires après audition du rapport spécial des commissaires aux comptes.

Nous vous informons que la Société a conclu au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012 une convention entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-86 du Code de commerce. Cette convention, qui a fait l'objet d'une autorisation préalable du conseil de surveillance, vous est présentée pour approbation dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce.

A cet effet, nous soumettons à votre approbation la 6^{ème} résolution.

1.5 Nomination du commissaire aux comptes titulaire (7^{ème} résolution)

Le mandat de commissaire aux comptes titulaire du cabinet Mazars arrivant à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale, nous vous proposons de nommer :

- le cabinet Deloitte & Associés, 185 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine, représenté par M. Jean-Paul Seguret,

en qualité de commissaire aux comptes titulaire à compter de ce jour et pour une durée de six (6) année qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2018.

1.6 Nomination du commissaire aux comptes suppléant (8^{ème} résolution)

Le mandat de commissaire aux comptes suppléant du cabinet Mazars-Fiduco arrivant à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale, nous vous proposons de nommer :

- le cabinet Cisane, 185 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine,

en qualité de commissaire aux comptes suppléant à compter de ce jour et pour une durée de six (6) année qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2018.

1.7 Autorisation à donner au directoire en vue de l'achat par la Société de ses propres actions (9^{ème} résolution)

Cette autorisation permettrait à la Société de disposer de la flexibilité nécessaire pour lui permettre d'être en mesure de réagir aux variations des marchés financiers en procédant à l'achat et à l'annulation d'actions en concluant un contrat de liquidité.

Cette résolution prévoirait que la Société pourrait acquérir ses propres actions dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social à la date de ces achats.

Le prix maximal pour intervenir en bourse serait fixé à 12,5 euros par action.

Il vous est proposé, dans la 9^{ème} résolution, d'autoriser le directoire à acheter, en une ou plusieurs fois, ses propres actions, dans la limite de 10 % du montant du capital.

Pour cela, nous vous invitons, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce, à :

- autoriser le directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, dans le respect des conditions définies aux articles 241-1 à 241-6 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers et du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive 2003/6/CE du 28 janvier 2003 et des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers, à acheter, en une ou plusieurs fois, ses propres actions, dans la limite de dix pour cent (10 %) du montant du capital social (à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant dans le cadre ou postérieurement à la présente assemblée) ; et
- décider que les achats d'actions de la Société visés au paragraphe ci-dessus pourront porter sur un nombre d'actions tel que le nombre d'actions que la Société achèterait pendant la durée du programme de rachat n'excéderait pas dix pour cent (10 %) des actions composant le capital de la Société (à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'Assemblée Générale), sous réserve du respect des dispositions de l'article 5-2° et 3° du Règlement européen n°2273/2003/CE, étant précisé qu'en cas d'acquisition dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de dix pour cent (10 %) du montant du capital social mentionnée ci-dessus correspondrait au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de la présente autorisation.

Le prix maximum d'achat par la Société de ses propres actions serait fixé à 12,5 euros par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix serait ajusté par un

coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital social avant l'opération et ce nombre après l'opération. Pour cela, il vous est proposé de déléguer au directoire, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

En conséquence, le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat s'élèverait à 1.379.222,50 euros.

Ces opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourraient être effectuées par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ou encore par le recours à des instruments financiers, notamment des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré, tels des options d'achat ou de vente ou toutes combinaisons de celles-ci, à l'exclusion des achats d'options d'achat, ou par le recours à des bons et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le directoire de la Société apprécierait. La part maximale du capital social acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourrait atteindre la totalité du programme.

Ces opérations pourraient intervenir à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, y compris en période d'offre publique, sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables en pareille matière.

Cette autorisation pourrait permettre à la Société de poursuivre les objectifs suivants, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables ou de toute autre finalité qui viendrait à être autorisée par les dispositions légales et réglementaires applicables ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché de l'Autorité des marchés financiers :

- favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres de la Société ou éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation et les pratiques de marché reconnues et conformes à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- attribuer les actions aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés de son groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 225-179 et suivants du Code de commerce, (iii) du régime de l'attribution gratuite d'actions prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le directoire ou la personne agissant sur la délégation du directoire appréciera ;
- remettre les actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que réaliser toutes opérations de couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le directoire ou la personne agissant sur la délégation du directoire appréciera ;
- conserver les actions et les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, fusion, scission ou apport, dans le respect des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers ; ou

- annuler totalement ou partiellement les actions par voie de réduction du capital social (notamment en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie, la rentabilité des fonds propres ou le résultat par action), sous réserve de l'adoption de la 21^{ème} résolution ci-après.

Cette autorisation serait donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter de l'Assemblée Générale.

Dans ce cadre, il vous est demandé de conférer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment :

- passer tous ordres en bourse ou hors marché ;
- conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions ;
- établir tous documents notamment d'information ;
- affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis, dans les conditions légales et réglementaires applicables ;
- effectuer toutes déclarations et formalités auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme ; et
- effectuer toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Dans l'hypothèse où le directoire viendrait à utiliser cette autorisation, le directoire rendrait compte dans le rapport prévu à l'article L. 225-100 du Code de commerce, conformément à l'article L. 225-211 du Code de commerce, du nombre des actions achetées et vendues au cours de l'exercice, des cours moyens des achats et ventes, du montant des frais de négociation, du nombre des actions inscrites au nom de la Société à la clôture de l'exercice et leur valeur évaluée au cours d'achat ainsi que leur valeur nominale pour chacune des finalités, du nombre des actions utilisées, des éventuelles réallocations dont elles auront fait l'objet et la fraction du capital qu'elles représentent.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 9^{ème} résolution.

2. RESOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

2.1 Décision relative à la continuation de l'activité de la Société en application des dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce (10^{ème} résolution)

En raison des pertes constatées dans les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012, les capitaux propres de la Société ressortent à un montant inférieur à la moitié du capital social.

Or, en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, « *si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le conseil d'administration [...] est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société* ».

Nous vous proposons de vous prononcer sur cette question dans une 10^{ème} résolution et de décider, compte tenu des perspectives de la Société, qu'il n'y a pas lieu de prononcer la dissolution.

Si vous décidez de suivre cette recommandation, la Société sera tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, soit avant le 31 mars 2014, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves ou de reconstituer ses capitaux propres à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

2.2 Réduction du capital social de la Société par diminution de la valeur nominale des actions pour cause de pertes (10^{ème} résolution)

Afin de permettre un assainissement des fonds propres de la Société, nous vous proposons de voter en faveur d'une opération de réduction du capital par imputation des pertes de la Société.

Nous vous invitons en conséquence, après avoir pris connaissance du rapport des commissaires aux comptes établi conformément à l'article L. 225-204, alinéa 2, du Code de commerce, à :

- (i) constater que l'imputation des pertes de l'exercice clos le 31 mars 2012 sur le compte report à nouveau négatif, conformément aux termes de la 5^{ème} résolution, ferait ressortir un montant de pertes susceptibles d'être apurées au titre de l'exercice clos le 31 mars 2012 de (2.237.323) euros ;
- (ii) décider de réduire le capital d'un montant de 1.351.075,51 euros pour cause de pertes, pour le porter de 1.682.088,91 euros, son montant actuel, à 331.013,40 euros et apurer à due concurrence le solde des pertes de l'exercice clos le 31 mars 2012 ;
- (iii) décider de réaliser cette réduction de capital par voie de diminution de la valeur nominale des 1.103.378 actions de la Société qui serait ramenée à 0,30 euro ;
- (iv) constater, en conséquence, que le report à nouveau négatif serait ainsi ramené de (2.237.323) euros à (886.247,49) euros ;
- (v) constater que le capital social de la Société serait ainsi ramené de 1.682.088,91 euros à 331.013,40 euros, divisé en 1.103.378 actions de 0,30 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées ;
- (vi) donner tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour procéder à la modification corrélative des statuts.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 11^{ème} résolution.

2.3 Délégation de compétence au directoire à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes (10^{ème} résolution)

Cette délégation permettrait au directoire de décider, à sa seule initiative, l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il apprécierait, par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres dont la capitalisation est légalement et statutairement possible, soit sous forme d'émission d'actions nouvelles ou de majoration de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint des deux procédés.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital qui pourraient être ainsi réalisées, ne pourrait dépasser le montant global de 4 millions d'euros, étant précisé que le montant de ces augmentations de capital, s'agissant d'un plafond autonome, ne s'imputerait pas sur le montant du plafond global visé à la 13^{ème} résolution.

Dans une 10^{ème} résolution, nous vous proposons, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce, de :

- déléguer au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il apprécierait, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont l'incorporation au capital serait admise, à réaliser par émission d'actions nouvelles attribuées gratuitement ou par élévation de la valeur nominale des actions de la Société ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourrait excéder 4 millions d'euros (4.000.000 €),

montant auquel s'ajouterait, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables, étant précisé que ce montant serait fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentation de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières autorisées par les 13^{ème} à 20^{ème} résolutions.

Les droits formant rompus ne seraient ni négociables ni cessibles et les actions correspondantes seraient vendues ; les sommes provenant de la vente seraient allouées aux titulaires des droits conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Pour cela, il vous est demandé de conférer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- déterminer les modalités et conditions des opérations autorisées ci-dessus et notamment déterminer à cet égard le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, ainsi que le ou les postes des capitaux propres sur lesquels elles seront prélevées ;
- fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre ou le nouveau montant de la valeur nominale des actions existantes composant le capital social de la Société ;
- arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'augmentation de la valeur nominale portera effet ;
- prendre toutes mesures destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
- accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive la ou les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que de procéder à la modification corrélative des statuts ; et
- prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords afin d'assurer la bonne fin de la ou des opérations envisagées, et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 10^{ème} résolution.

2.4 Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (13^{ème} résolution)

Cette délégation donnerait compétence au directoire pour procéder à une émission de titres (titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital) avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le montant nominal maximal des émissions d'actions avec maintien du droit préférentiel de souscription qui pourraient être décidées par le directoire s'élèverait à 8 millions d'euros (étant précisé que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation et des 14^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder 12 millions d'euros) et celui des émissions de titres de créances à 20 millions d'euros (étant précisé que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et des 14^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder 20 millions d'euros).

La limite de 12 millions d'euros ne s'appliquera pas aux augmentations de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes.

Dans une 13^{ème} résolution, nous vous proposons, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 228-92 du Code de commerce, de :

- mettre fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 2 décembre 2011, par sa 3^{ème} résolution ; et
- déléguer au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il apprécierait pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, en euro ou en monnaie étrangère, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières, donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme au capital de la Société, émises à titre gratuit ou onéreux, étant précisé que la présente délégation de compétence pourrait permettre l'émission de valeurs mobilières dans les conditions prévues par l'article L. 228-93 du Code de commerce.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourrait excéder huit millions d'euros (8.000.000 €), montant auquel s'ajouterait, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres valeurs mobilières à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, étant précisé que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente résolution et des 14^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourrait excéder douze millions d'euros (12.000.000 €), plafond global de l'ensemble de ces augmentations de capital immédiates ou à terme.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, ne pourrait excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €) ou la contre-valeur de ce montant, à la date de la décision d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies. Ce montant serait indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce, étant précisé que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et des 14^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourrait excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), plafond global de l'ensemble des titres de créances.

Seraient expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence.

La souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourrait être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances sur la Société.

Les actionnaires pourraient exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible ; en outre, le directoire aurait la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Par conséquent, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'avaient pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le directoire pourrait utiliser, à son choix et dans l'ordre qu'il estimerait opportun, tout ou partie des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions étant précisé qu'en cas d'émission d'actions, cette limitation ne pourrait être opérée par le directoire que sous la condition que les souscriptions atteignent les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible ; et
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

La présente délégation emporterait de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.

Pour mettre en œuvre la présente délégation, il vous est demandé de conférer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, notamment à l'effet de :

- déterminer les dates, les prix et les autres modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- déterminer le nombre d'actions et/ou autres valeurs mobilières à émettre, ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur prix d'émission et, s'il y a lieu, le montant de la prime ;
- déterminer le mode de libération des actions et/ou valeurs mobilières à émettre ;
- déterminer la date d'entrée en jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des valeurs mobilières à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai maximum de trois (3) mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres ajustements ;
- le cas échéant, fixer, en fonction des conditions du marché, les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créances auxquels les valeurs mobilières donneraient droit à attribution, le cas échéant avec une prime fixe ou variable ;
- s'il y a lieu, décider de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créances auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques ;
- procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et généralement prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés ;

- décider, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société et dans les conditions fixées par la loi, de leur caractère subordonné ou non, pour fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant, indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché, et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 13^{ème} résolution.

2.5 Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre, par voie d'offres au public, des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (14^{ème} résolution)

Cette délégation donnerait compétence au directoire pour procéder à l'émission de titres (titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital) avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Le directoire pourrait toutefois instituer au profit des actionnaires un délai de priorité de souscription portant sur l'intégralité de l'émission. Comme le droit préférentiel de souscription, le droit de priorité s'exerce proportionnellement au nombre d'actions anciennes possédées mais à la différence de celui-ci, il n'est pas négociable.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation et des 15^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourrait excéder 4 millions d'euros, montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription. Le montant nominal maximal des émissions de titres de créances qui pourraient être décidées par le directoire avec suppression du droit préférentiel de souscription s'élèverait à 20 millions d'euros.

Cette nouvelle délégation n'aurait pas pour effet d'augmenter le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées en vertu des résolutions soumises à votre Assemblée Générale dans la mesure où le montant nominal des augmentations de capital réalisées au titre de la 14^{ème} résolution s'imputerait sur le plafond global de 12 millions d'euros prévu à la 13^{ème} résolution.

Il vous est proposé, dans une 14^{ème} résolution, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, de :

- mettre fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 2 décembre 2011, par sa 4^{ème} résolution ; et
- déléguer au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il apprécierait pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, par offre au public, en euro ou en monnaie étrangère, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société. La présente délégation de compétence pourrait permettre l'émission de valeurs mobilières dans les conditions prévues par l'article L. 228-93 du Code de commerce.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation et des 15^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourrait excéder quatre millions d'euros (4.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital avec

suppression du droit préférentiel de souscription. A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres valeurs mobilières à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, étant précisé que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourrait excéder douze millions d'euros (12.000.000 €), plafond global de l'ensemble de ces augmentations de capital immédiates ou à terme prévu à la 13^{ème} résolution.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et des 15^{ème} à 20^{ème} résolutions, ne pourrait excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €) ou la contre-valeur de ce montant, à la date de la décision d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, montant nominal maximal de l'ensemble des titres de créances émis avec suppression du droit préférentiel de souscription. Ce montant serait indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce, étant précisé que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourrait excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), plafond global de l'ensemble des titres de créances prévu à la 13^{ème} résolution.

Seraient expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence.

La souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourrait être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances sur la Société.

Il vous est demandé de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation. Toutefois, le directoire, en application de l'article L. 225-135, 5^{ème} alinéa, du Code de commerce, aurait la faculté de conférer aux actionnaires, selon les modalités qu'il fixerait en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables et pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devrait s'exercer proportionnellement à la quotité du capital possédée par chaque actionnaire et pourrait être éventuellement complété par une souscription à titre réductible, étant précisé que les titres non souscrits ainsi feront l'objet d'un placement public en France ou, le cas échéant, d'un placement à l'étranger.

Conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, il vous est proposé de décider que :

- le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de cinq pour cent (5) % ; et
- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action ou autre titre de capital de la Société émis en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale à celle qu'elle recevrait par application du prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent, après correction, s'il y a lieu, de ce montant, pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Dans l'hypothèse où les souscriptions n'auraient pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières, le directoire pourrait utiliser, à son choix et dans l'ordre qu'il estimerait opportun, tout ou partie des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions étant précisé qu'en cas d'émission d'actions, cette limitation ne pourra être opérée par le directoire que sous la condition que les souscriptions atteignent les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ;
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

La présente délégation emporterait renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou autres valeurs mobilières de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourraient donner droit.

Dans ce cadre il vous est demandé de conférer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- déterminer les dates, les prix et les autres modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- déterminer le nombre d'actions et/ou autres valeurs mobilières à émettre, ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur prix d'émission et, s'il y a lieu, le montant de la prime ;
- déterminer le mode de libération des actions et/ou valeurs mobilières à émettre ;
- déterminer la date d'entrée en jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des valeurs mobilières à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai maximum de trois (3) mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres ajustements ;
- le cas échéant, fixer, en fonction des conditions du marché, les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créances auxquels les valeurs mobilières donneraient droit à attribution, le cas échéant avec une prime fixe ou variable ;
- s'il y a lieu, décider de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créances auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques ;
- procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et généralement prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés ;

- décider, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société et dans les conditions fixées par la loi, de leur caractère subordonné ou non, pour fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant, indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché, et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société.

A cet effet nous vous demandons de bien vouloir approuver la 14^{ème} résolution.

2.6 Autorisation à donner au directoire, en cas d'émission, par voie d'offres au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'Assemblée Générale (15^{ème} résolution)

Cette résolution permettrait, en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription et dans la limite de 10 % du capital social par an, de déroger aux règles de fixation du prix d'émission prévues par le Code de commerce (moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, avec décote éventuelle de 5 %). En application de cette résolution, le directoire peut fixer le prix d'émission dans les conditions prévues par l'assemblée générale (et notamment prévoir une décote maximum de 10 %).

Cette délégation offre une plus grande flexibilité dans la fixation du prix d'émission, de manière à optimiser les chances de succès de l'opération réalisée.

Il vous est proposé, dans une 15^{ème} résolution, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, de :

- mettre fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 2 décembre 2011, par sa 5^{ème} résolution ; et
- autoriser le directoire, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale, pour chacune des émissions décidées en application de la 14^{ème} résolution qui précède et dans la limite de dix pour cent (10 %) du capital de la Société par périodes de douze (12) mois, à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par la 14^{ème} résolution qui précède et à fixer le prix d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières émises, selon les modalités suivantes :
 - a) le prix d'émission des actions serait au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant sa fixation, éventuellement diminué d'une décote maximale de dix pour cent (10 %) ; et
 - b) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant (i) la fixation du prix d'émission desdites valeurs mobilières donnant accès au capital ou (ii) l'émission des actions issues de l'exercice de droits à l'attribution d'actions attachés auxdites valeurs mobilières donnant accès au capital (lorsque celui-ci est exerçable au gré de la Société), après correction, s'il y a

lieu, de ce montant, pour tenir compte de la différence de date de jouissance, et éventuellement diminué d'une décote maximale de dix pour cent (10 %).

Le montant nominal total d'augmentation de capital résultant des émissions réalisées en vertu de la présente résolution ne pourrait pas excéder et s'imputerait sur le plafond d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription de quatre millions d'euros (4.000.000 €) prévu à la 14^{ème} résolution.

Le montant nominal global de l'ensemble des titres de créances émis en vertu de la présente résolution ne pourrait pas excéder et s'imputerait sur le plafond relatif aux titres de créances de vingt millions d'euros (20.000.000 €) prévu à la 13^{ème} résolution.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 15^{ème} résolution.

2.7 Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre, par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (16^{ème} résolution)

Cette délégation donnerait compétence au directoire pour procéder à l'émission de titres (titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital), avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle restreint d'investisseurs tels que définis à l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier.

Le montant nominal maximal des émissions d'actions sans droit préférentiel de souscription qui pourraient être décidées par le directoire s'élèverait à 4 millions d'euros et celui des émissions de titres de créances à 20 millions d'euros.

Cette nouvelle délégation n'aurait pas pour effet d'augmenter le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées en vertu des résolutions soumises à votre Assemblée Générale dans la mesure où le montant nominal des augmentations de capital réalisées au titre de la 16^{ème} résolution s'imputerait (i) sur le plafond global fixé à la 13^{ème} résolution relatif aux émissions avec et sans droit préférentiel de souscription ainsi que (ii) sur le plafond fixé à la 14^{ème} résolution relatif aux émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Il vous est proposé, dans une 16^{ème} résolution, conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-91 et suivants du Code de commerce et de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, de:

- déléguer au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il apprécierait, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale, l'émission, par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société. La présente délégation de compétence pourrait permettre l'émission de valeurs mobilières dans les conditions prévues par l'article L. 228-93 du Code de commerce.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation et des 14^{ème}, 15^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} résolutions, ne pourrait excéder quatre millions d'euros (4.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, prévu par la 14^{ème} résolution. A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres valeurs mobilières à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, étant précisé que le montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 13^{ème} à 20^{ème}

résolutions ne pourrait excéder douze millions d'euros (12.000.000 €), plafond global des augmentations de capital immédiates ou à terme prévu à la 13^{ème} résolution.

Le montant nominal de l'ensemble des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et des 14^{ème}, 15^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} résolutions ne pourrait excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des titres de créances émis avec suppression du droit préférentiel de souscription prévu par la 14^{ème} résolution. Ce montant serait indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le directoire conformément à l'article L. 228- 40 du Code de commerce, étant précisé que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital susceptibles d'être émis en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourrait excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), plafond global de l'ensemble des titres de créances prévu à la 13^{ème} résolution.

Seraient expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence.

La souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourrait être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances sur la Société.

Il vous est demandé de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation. Les émissions susceptibles d'être réalisées en application de la présente délégation seraient exclusivement adressées (i) aux personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers, (ii) aux investisseurs qualifiés et/ou (iii) à un cercle restreint d'investisseurs au sens de l'article D. 411-4 du Code monétaire et financier sous réserve que ces investisseurs agissent pour compte propre.

Les émissions susceptibles d'être réalisées en application de la présente délégation seraient limitées à vingt pour cent (20 %) du capital par an, étant précisé que le délai d'un an précité courrait à compter de chaque émission réalisée en application de la présente délégation. Le directoire vérifierait si le plafond de vingt pour cent (20 %) précité n'a pas été atteint au cours des douze (12) mois précédant l'émission envisagée, en tenant compte des éventuelles modifications du capital de la Société affectant le dénominateur.

Conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, il vous est proposé de décider que :

- le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de cinq pour cent (5 %) ; et
- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle soit, pour chaque action ou autre titre de capital de la Société émis en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale à celle qu'elle recevrait par application du prix de souscription minimum défini à l'alinéa précédent, après correction, s'il y a lieu, de ce montant, pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Dans l'hypothèse où les souscriptions n'auraient pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières, le directoire pourrait limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions, étant précisé qu'en cas d'émission d'actions, cette limitation ne pourrait être opérée par le directoire que sous la condition que les souscriptions atteignent les trois-quarts au moins de l'émission initialement décidée.

La présente délégation emporterait renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou autres valeurs mobilières de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourraient donner droit.

Dans ce cadre il vous est demandé de conférer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- arrêter la liste des bénéficiaires des placements privés réalisés en application de la présente délégation et le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur prix d'émission et, s'il y a lieu, le montant de la prime ;
- déterminer les dates, les prix et les autres modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- déterminer le nombre d'actions et/ou autres valeurs mobilières à émettre, ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur date de jouissance, avec ou sans effet rétroactif, leur prix d'émission et, s'il y a lieu, le montant de la prime ;
- déterminer le mode de libération des actions et/ou valeurs mobilières à émettre ;
- déterminer la date d'entrée en jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des valeurs mobilières à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai maximum de trois (3) mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres ajustements ;
- le cas échéant, fixer, en fonction des conditions du marché, les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créances auxquels les valeurs mobilières donneraient droit à attribution, le cas échéant avec une prime fixe ou variable ;
- s'il y a lieu, décider de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créances auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques ;
- procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et généralement prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés ;
- décider, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société et dans les conditions fixées par la loi, de leur caractère subordonné ou non, pour fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant, indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; et

- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 16^{ème} résolution.

2.8 Autorisation à donner au directoire, en cas d'émission, par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'Assemblée Générale (17^{ème} résolution)

Cette résolution permettrait, en cas d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription et dans la limite de 10 % du capital social par an, de déroger aux règles de fixation du prix d'émission prévues par le Code de commerce (moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant sa fixation, avec décote éventuelle de 5 %). En application de cette résolution, le directoire peut fixer le prix d'émission dans les conditions prévues par l'assemblée générale (et notamment prévoir une décote maximum de 10 %).

Cette délégation offre une plus grande flexibilité dans la fixation du prix d'émission, de manière à optimiser les chances de succès de l'opération réalisée.

Il vous est demandé, dans une 17^{ème} résolution, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, de :

- autoriser le directoire, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale, pour chacune des émissions décidées en application de la 16^{ème} résolution qui précède et dans la limite de 10 % du capital de la Société par période de douze (12) mois, à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par la 16^{ème} résolution qui précède et à fixer le prix d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières émises, selon les modalités suivantes :
 - a) le prix d'émission des actions serait au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant sa fixation, éventuellement diminué d'une décote maximale de dix pour cent (10 %) ; et
 - b) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société serait tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant (i) la fixation du prix d'émission desdites valeurs mobilières donnant accès au capital ou (ii) l'émission des actions issues de l'exercice de droits à l'attribution d'actions attachés auxdites valeurs mobilières donnant accès au capital (lorsque celui-ci est exerçable au gré de la Société), après correction, s'il y a lieu, de ce montant, pour tenir compte de la différence de date de jouissance, et éventuellement diminué d'une décote maximale de dix pour cent (10 %).

Le montant nominal total d'augmentation de capital résultant des émissions réalisées en vertu de la présente résolution ne pourrait pas excéder et s'imputerait sur le plafond d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription de quatre millions d'euros (4.000.000 €) prévu à la 14^{ème} résolution.

Le montant nominal global de l'ensemble des titres de créances émis en vertu de la présente résolution ne pourrait pas excéder et s'imputerait sur le plafond relatif aux titres de créances de vingt millions d'euros (20.000.000 €) prévu à la 13^{ème} résolution.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 17^{ème} résolution.

2.9 Autorisation à donner au directoire, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre (18^{ème} résolution)

Cette autorisation permet au directoire de faciliter la pratique des options de sur-allocation dans le cadre d'une augmentation de capital, avec ou sans droit préférentiel de souscription. Le directoire serait ainsi autorisé à réaliser une augmentation de capital complémentaire en cas de demande excédentaire de souscription lors d'une augmentation du capital social. Cette faculté permet au directoire, pour une durée maximale de 26 mois, d'augmenter le nombre de titres à émettre, dans les trente jours de la clôture de la souscription, dans la limite de 15 % de l'émission initiale et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

Cette délégation n'aurait pas pour effet d'augmenter le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées en vertu des résolutions soumises à votre Assemblée Générale dans la mesure où le montant nominal des augmentations de capital réalisées au titre de la 18^{ème} résolution s'imputerait (i) sur le plafond global fixé à la 13^{ème} résolution relatif aux émissions avec et sans droit préférentiel de souscription ainsi que (ii) sur le plafond fixé à la 14^{ème} résolution relatif aux émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Il vous est proposé, dans une 18^{ème} résolution, conformément aux dispositions des articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce, de :

- mettre fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 2 décembre 2011, par sa 6^{ème} résolution ; et
- autoriser le directoire à décider, pour chacune des émissions décidées en application des 13^{ème} à 17^{ème} résolutions, d'augmenter le nombre d'actions et/ou de valeurs mobilières à émettre dans les conditions prévues par l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans la limite du plafond prévu dans la résolution en application de laquelle l'émission est décidée.

La présente autorisation serait donnée pour une période de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 18^{ème} résolution.

2.10 Délégation de compétence au directoire à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, dans la limite de 10 % du capital social, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société (19^{ème} résolution)

Ce dispositif peut être utilisé par la Société pour procéder à des opérations de croissance externe, par voie d'apport, si des opportunités se présentent.

Cette faculté qui serait offerte au directoire serait limitée à 10 % du capital social de la Société.

Toute émission dans ce cadre nécessitera l'intervention d'un commissaire aux apports.

Cette nouvelle délégation n'aurait pas pour effet d'augmenter le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées en vertu des résolutions soumises à votre Assemblée Générale dans la mesure où le montant nominal des augmentations de capital réalisées au titre de la 19^{ème} résolution s'imputerait (i) sur le plafond global fixé à la 13^{ème} résolution relatif aux émissions avec et sans droit préférentiel de souscription ainsi que (ii) sur le plafond fixé à la 14^{ème} résolution relatif aux émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Il vous est proposé, dans une 19^{ème} résolution, conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce, de :

- déléguer au directoire, avec faculté de subdélégation, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale, la compétence pour décider, sur le rapport des commissaires aux apports mentionné aux 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article L. 225-147 du Code de commerce, l'émission d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation serait fixé à 10 % du capital de la Société (tel qu'existant à la date de l'utilisation par le directoire de la présente délégation), étant précisé que le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation et des 14^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème} et 20^{ème} résolutions, ne pourrait excéder quatre millions d'euros (4.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, prévu par la 14^{ème} résolution. A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres valeurs mobilières à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, étant précisé que le montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder douze millions d'euros (12.000.000 €), plafond global des augmentations de capital immédiates ou à terme prévu à la 13^{ème} résolution.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et des 14^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème} et 20^{ème} résolutions ne pourrait excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des titres de créances émis avec suppression du droit préférentiel de souscription prévu par la 14^{ème} résolution. Ce montant serait indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce, étant précisé que le montant nominal maximal de l'ensemble des titres de créances susceptibles d'être émis en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourrait excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), plafond global de l'ensemble des titres de créances prévu à la 13^{ème} résolution.

La présente délégation emporterait renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions et autres valeurs mobilières de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises au profit des porteurs de valeurs mobilières objets des apports en nature sur le fondement de la présente délégation, pourraient donner droit.

Dans ce cadre, il vous est demandé de conférer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- statuer sur le rapport du ou des commissaires aux apports ;
- fixer les termes et conditions et les modalités de l'opération, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables et la présente résolution ;
- fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
- constater le nombre de titres apportés à l'échange ;

- déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance (même rétroactive), des actions ou autres valeurs mobilières nouvelles et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital de la Société, et notamment évaluer les apports ainsi que l'octroi, s'il y a lieu, d'avantages particuliers et réduire l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers, si les apporteurs y consentent ;
- inscrire au passif du bilan à un compte « *prime d'apport* », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
- à sa seule initiative, imputer les frais de toute émission sur le montant de la « *prime d'apport* » et prélever sur ladite prime les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords (notamment en vue d'assurer la bonne fin de l'émission), requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société, demander l'admission sur Euronext Paris de toutes valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 19^{ème} résolution.

2.11 Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société (20^{ème} résolution)

Cette délégation donnerait compétence au directoire pour procéder à l'émission de titres (titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital), en vue de rémunérer, par une augmentation de capital, un apport de titres résultant d'une offre publique d'échange initiée par Supra sur les titres d'une société tierce.

Il vous est proposé, dans une 20^{ème} résolution, conformément aux dispositions des articles L. 225-148 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce, de :

- déléguer au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il apprécierait, pour une période de vingt-six (26) mois à compter de l'Assemblée Générale, l'émission d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, en rémunération de titres apportés à une offre publique comportant une composante d'échange initiée par la Société en France ou (selon les qualifications et règles locales) à l'étranger, sur des titres d'une autre société admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 du Code de commerce et décider, en tant que de besoin, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières à émettre.

Le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation et des 14^{ème} à 19^{ème} résolutions, ne pourrait excéder quatre millions d'euros (4.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, prévu par la 14^{ème} résolution. A ce plafond s'ajouterait, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres valeurs mobilières à émettre pour préserver, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, étant précisé que le montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourrait

excéder douze millions d'euros (12.000.000 €), plafond global des augmentations de capital immédiates ou à terme prévu à la 13^{ème} résolution.

Le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et des 13^{ème} à 19^{ème} résolutions ne pourrait excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des titres de créances émis avec suppression du droit préférentiel de souscription prévu par la 14^{ème} résolution. Ce montant serait indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce, étant précisé que le montant nominal maximal de l'ensemble des titres de créances susceptibles d'être émis en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourrait excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), plafond global de l'ensemble des titres de créances prévu à la 10^{ème} résolution.

La présente délégation emporterait renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou autres valeurs mobilières de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourraient donner droit.

Dans ce cadre il vous est demandé de conférer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- fixer les termes et conditions et les modalités de l'opération, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables et la présente résolution ;
- fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
- constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
- déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance (même rétroactive), des actions ou autres valeurs mobilières nouvelles et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital de la Société ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai maximum de trois (3) mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- inscrire au passif du bilan à un compte « *prime d'apport* », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
- à sa seule initiative, imputer les frais de toute émission sur le montant de la « *prime d'apport* » et prélever sur ladite prime les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 20^{ème} résolution.

2.12 Autorisation à donner au directoire à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'actions (21^{ème} résolution)

Cette résolution permettrait au directoire de procéder à l'annulation, dans la limite de 10 % du capital de la Société par périodes de 24 mois, de tout ou partie des actions acquises dans le cadre des programmes d'achat d'actions visés à la 9^{ème} résolution.

Il vous est proposé, dans une 21^{ème} résolution, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce, de :

- autoriser le directoire, avec faculté de subdélégation, à annuler en une ou plusieurs fois aux époques qu'il appréciera, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de l'Assemblée Générale, les actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de l'autorisation donnée à la 9^{ème} résolution ou toute résolution ayant le même objet et la même base légale (y compris les actions auto-détenues à ce jour), dans la limite de dix pour cent (10 %) du capital social de la Société par période de vingt-quatre (24) mois, et réduire corrélativement le capital social, étant rappelé que ce pourcentage s'applique à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à l'Assemblée Générale ; et
- autoriser le directoire à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur le poste « Primes d'émission » ou sur tout poste de réserves disponibles, y compris la réserve légale, celle-ci dans la limite de dix pour cent (10 %) de la réduction de capital réalisée.

Il vous est rappelé à ce titre que la Société détient 24.538 actions auto-détenues acquises entre 2001 et 2004 dans le cadre de programmes de rachat mis en place par la Société suivant autorisation donnée par les assemblées générales du 22 juin 2001, du 21 juin 2002 et du 30 juin 2003.

Dans ce cadre, il vous est demandé de conférer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour procéder à cette ou ces opérations d'annulation d'actions et de réduction de capital, notamment arrêter le montant définitif de la réduction de capital, en fixer les modalités et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélatrice des statuts de la Société, effectuer toutes formalités, toutes démarches et déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 21^{ème} résolution.

2.13 Autorisation à donner au directoire à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés de la Société adhérant à un plan d'épargne entreprise (22^{ème} résolution)

Il est rappelé que, lors de toute décision d'augmentation du capital, l'assemblée générale extraordinaire doit se prononcer, en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce, sur un projet de résolution tendant à autoriser une augmentation de capital réservée aux salariés.

La soumission de cette résolution à l'assemblée générale est obligatoire.

Afin de permettre la réalisation d'augmentations de capital réservées aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise à un niveau qui demeure en adéquation avec le montant du capital social, il vous est proposé, dans une 22^{ème} résolution et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138 et suivants du Code de commerce et L. 3332-1 et suivants du Code du travail, de :

- mettre fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 2 décembre 2011, par sa 7^{ème} résolution ; et
- déléguer au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il apprécierait pour une durée de vingt-six

(26) mois à compter de l'Assemblée Générale, l'émission, dans la limite d'un montant nominal maximal d'un million d'euros (1.000.000 €), d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société réservées aux adhérents à un plan d'épargne de la Société et des sociétés et groupements d'intérêt économique liés à la Société dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce, étant toutefois précisé que ce montant serait fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières autorisées par les 13^{ème} à 20^{ème} résolutions.

Il vous est demandé de supprimer, en faveur desdits adhérents, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société qui seraient émises en application de la présente autorisation.

Conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 du Code du travail, la décote offerte ne pourrait excéder vingt pour cent (20 %) de la moyenne des derniers cours cotés de l'action de la Société lors des vingt jours de négociation précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions, et trente pour cent (30 %) de la même moyenne lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan serait supérieure ou égale à dix ans ; toutefois, il vous est demandé d'autoriser expressément le directoire à supprimer ou réduire la décote susmentionnée, s'il le jugeait opportun, afin de tenir compte, *inter alia*, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement. Le directoire pourrait également substituer tout ou partie de la décote par l'attribution d'actions ou d'autres valeurs mobilières en application des dispositions ci-dessous.

Le directoire pourrait prévoir l'attribution, à titre gratuit, d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, étant entendu que l'avantage total résultant de cette attribution au titre de l'abondement, ou le cas échéant, de la décote sur le prix de souscription ne pourrait pas excéder les limites légales ou réglementaires et qu'il vous est demandé de renoncer à tout droit aux actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital qui serait émis en vertu de la présente résolution.

Dans ce cadre, il vous est demandé de conférer tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- arrêter, dans les limites ci-dessus, les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ;
- déterminer que les émissions ou les attributions pourront avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes collectifs ;
- procéder aux augmentations de capital résultant de la présente autorisation, dans la limite du plafond déterminé ci-dessus ;
- fixer le prix de souscription des actions de numéraire conformément aux dispositions légales ;
- prévoir en tant que de besoin la mise en place d'un plan d'épargne d'entreprise ou la modification de plans existants ;
- arrêter la liste des sociétés dont les salariés seront bénéficiaires des émissions réalisées en vertu de la présente délégation, fixer le délai de libération des actions, ainsi que, le cas échéant, l'ancienneté des salariés exigée pour participer à l'opération, le tout dans les limites légales ;
- procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du pair de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ;

- = accomplir, soit par lui-même, soit par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution ; et
- = modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire le nécessaire.

A cet effet, nous vous demandons de bien vouloir approuver la 22^{ème} résolution.

3. POUVOIRS POUR FORMALITES (23^{ème} résolution)

La 23^{ème} résolution est la résolution usuelle relative aux pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publications et des formalités légales liées à la tenue de l'Assemblée Générale.

* *

*

Nous vous remercions de la confiance que vous voudrez bien témoigner au directoire en approuvant l'ensemble des résolutions soumises au vote de votre assemblée et auxquelles le directoire est favorable.

Le Directoire.

SUPRA

Société anonyme au capital social de 1.682.088,91 euros
Siège Social : 28, rue du Général Leclerc – 67210 Obernai
675 880 710 RCS Saverne

(la « Société »)

**TEXTE DES RESOLUTIONS PRESENTEES
A L'ASSEMBLEE GENERALE DU 27 JUIN 2012**

Ordre du jour

A titre ordinaire

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011 - Imputation des pertes ;
3. Approbation des conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 ;
4. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2012 ;
5. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012 - Imputation des pertes ;
6. Approbation des conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 mars 2012 ;
7. Nomination du commissaire aux comptes titulaire ;
8. Nomination du commissaire aux comptes suppléant ;
9. Autorisation à donner au directoire en vue de l'achat par la Société de ses propres actions ;

A titre extraordinaire

10. Décision relative à la continuation de l'activité de la Société en application des dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce ;
11. Réduction du capital social de la Société par diminution de la valeur nominale des actions pour cause de pertes ;
12. Délégation de compétence au directoire à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes ;
13. Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;

14. Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre, par voie d'offres au public, des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
15. Autorisation à donner au directoire, en cas d'émission, par voie d'offres au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale ;
16. Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre, par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
17. Autorisation à donner au directoire, en cas d'émission, par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale ;
18. Autorisation à donner au directoire, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre ;
19. Délégation de compétence au directoire à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, dans la limite de dix pour cent (10 %) du capital social, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société ;
20. Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société ;
21. Autorisation à donner au directoire à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'actions ;
22. Autorisation à donner au directoire à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés de la Société adhérant à un plan d'épargne entreprise ;

Pouvoirs pour formalités

23. Pouvoirs pour formalités.

Texte des résolutions

A titre ordinaire

Première résolution (*Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2011*)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, des observations du conseil de surveillance sur le rapport de gestion et sur les comptes de l'exercice, ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2011, approuve l'ensemble de ces comptes comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2011, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale constate que les comptes de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011 font apparaître une perte de (10.416.896,03) euros.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'assemblée générale approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit Code, qui s'élèvent à un montant global de 33.868 euros et constate qu'il n'y a pas d'impôt sur les sociétés à supporter à ce titre.

L'assemblée générale donne quitus entier et sans réserve aux membres du directoire, aux membres du conseil de surveillance ainsi qu'aux anciens administrateurs au titre de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes pour l'exécution de leur mission.

Deuxième résolution (*Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011 - Imputation des pertes*)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, des observations du conseil de surveillance sur le rapport de gestion et sur les comptes de l'exercice, ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'élevant à (10.416.896,03) euros de la manière suivante :

- ☐ à hauteur de (6.748.027,48) euros au poste « *Report à nouveau* » ; et
- ☐ le solde, soit (3.668.868,55) euros, au poste « *Autres réserves* ».

Le poste « *Report à nouveau* » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'établit ainsi :

Report à nouveau antérieur :	6.748.027,48 euros
Affectation du résultat 2011 :	(6.748.027,48) euros
Solde du compte « <i>Report à nouveau</i> » après affectation :	0 euros

Le poste « *Autres réserves* » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'établissent ainsi :

Solde des réserves libres :	8.776.442,51 euros
Affectation du résultat 2011 :	(3.668.868,55) euros
Solde du compte « <i>Autres réserves</i> » après affectation :	5.107.573,96 euros

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'assemblée générale constate qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices.

Troisième résolution (*Approbation des conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce*)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes prévu à l'article L. 225-88 du Code de commerce sur les conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce relatives à l'exercice clos le 31 décembre 2011, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve la convention visée par celui-ci en toutes ses parties.

Quatrième résolution (*Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2012*)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, des observations du conseil de surveillance sur le rapport de gestion et sur les comptes de l'exercice, ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012, approuve l'ensemble de ces comptes comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 mars 2012, tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale constate que les comptes de la Société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2012 font apparaître une perte de 10.026.875 euros.

En application de l'article 223 quater du Code général des impôts, l'assemblée générale approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 dudit Code, qui s'élèvent à un montant global de 6.836 euros et constate qu'il n'y a pas d'impôt sur les sociétés à supporter à ce titre.

L'assemblée générale donne quitus entier et sans réserve aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance au titre de leur mandat pour l'exercice clos le 31 mars 2012.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes pour l'exécution de leur mission.

Cinquième résolution (*Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012 - Imputation des pertes*)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du directoire, des observations du conseil de surveillance sur le rapport de gestion et sur les comptes de l'exercice, ainsi que du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 mars 2012 s'élevant à 10.026.875 euros de la manière suivante :

- à hauteur de (2.513.770) euros au poste « *Primes d'émission* » ;
- à hauteur de (5.107.573,96) euros au poste « *Autres réserves* » ;
- à hauteur de (168.208) euros au poste « *Réserve légale* » ;
- le solde, soit (2.237.323) euros, au poste « *Report à nouveau* ».

Le poste « Primes d'émission » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012 s'établit ainsi :

Solde du poste « primes d'émission » :	2.513.770 euros
Affectation du résultat au 31 mars 2012 :	(2.513.770) euros
Solde du compte « Primes d'émission » après affectation :	0 euros

Le poste « Autres réserves » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012 s'établit ainsi :

Solde des autres réserves après affectation du résultat 2011 :	5.107.573,96 euros
Affectation du résultat au 31 mars 2012 :	(5.107.573,96) euros
Solde du compte « Autres réserves » après affectation :	0 euros

Le poste « Réserve légale » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012 s'établit ainsi :

Solde de la réserve légale :	168.208 euros
Affectation du résultat au 31 mars 2012 :	(168.208) euros
Solde du compte « Réserve légale » après affectation :	0 euros

Conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, la réserve légale devra être reconstituée par prélèvements annuels sur les bénéfices nouveaux jusqu'à ce qu'elle atteigne dix pour cent (10 %) du montant du capital social.

Le poste « Report à nouveau » après répartition du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012 s'établit ainsi :

Solde du report à nouveau après affectation du résultat 2011 :	0 euros
Affectation du résultat au 31 mars 2012 :	(2.237.323) euros
Solde du compte « Report à nouveau » après affectation :	(2.237.323) euros

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, l'assemblée générale constate qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au cours des trois derniers exercices.

Sixième résolution (Approbation des conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes prévu à l'article L. 225-88 du Code de commerce sur les conventions visées aux articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce relatives à l'exercice clos le 31 mars 2012, prend acte des conclusions de ce rapport et approuve la convention visée par celui-ci en toutes ses parties.

Septième résolution (Nomination du commissaire aux comptes titulaire)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire,

constate que le mandat de commissaire aux comptes titulaire du cabinet Mazars arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée générale,

décide de nommer le cabinet Deloitte & Associés, 185 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine, représenté par M. Jean-Paul Seguret, en qualité de commissaire aux comptes titulaire à compter de ce jour et pour une durée de six (6) années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2018.

Le cabinet Deloitte & Associés représenté par M. Jean-Paul Seguret a déclaré par avance accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et ne faire l'objet ou ne se trouver dans aucun cas d'incompatibilité ou d'interdiction lui empêchant d'exercer ces fonctions.

Huitième résolution (Nomination du commissaire aux comptes suppléant)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire,

constate que le mandat de commissaire aux comptes suppléant du cabinet Mazars Fiduco arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée générale,

décide de nommer le cabinet Cisane, 185 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine, en qualité de commissaire aux comptes suppléant à compter de ce jour et pour une durée de six (6) années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2018.

Le cabinet Cisane a déclaré par avance accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et ne faire l'objet ou ne se trouver dans aucun cas d'incompatibilité ou d'interdiction lui empêchant d'exercer ces fonctions.

Neuvième résolution (Autorisation à donner au directoire en vue de l'achat par la Société de ses propres actions)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce :

- (i) autorise le directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, dans le respect des conditions définies aux articles 241-1 à 241-6 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers et du règlement européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003 pris en application de la directive 2003/6/CE du 28 janvier 2003 et des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers, à acheter, en une ou plusieurs fois, ses propres actions, dans la limite de dix pour cent (10 %) du montant du capital social (à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant dans le cadre ou postérieurement à la présente assemblée) ; et
- (ii) décide que les achats d'actions de la Société visés au paragraphe ci-dessus pourront porter sur un nombre d'actions tel que le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas dix pour cent (10 %) des actions composant le capital de la Société (à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant dans le cadre ou postérieurement à la présente assemblée), sous réserve du respect des dispositions de l'article 5-2° et 3° du Règlement européen n°2273/2003/CE, étant précisé qu'en cas d'acquisition dans le cadre d'un contrat de liquidité, le nombre d'actions pris en

compte pour le calcul de la limite de dix pour cent (10 %) du montant du capital social mentionnée ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de la présente autorisation.

Le prix maximum d'achat par la Société de ses propres actions est fixé à 12,5 euros par action, étant précisé qu'en cas d'opérations sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, et/ou de division ou de regroupement des actions, ce prix sera ajusté par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital social avant l'opération et ce nombre après l'opération. A cet effet, l'assemblée générale décide de déléguer au directoire, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action.

En conséquence, le montant maximum des fonds destinés au programme de rachat s'élève à 1.379.222,50 euros.

Ces opérations d'achat, de cession, d'échange ou de transfert pourront être effectuées par tous moyens, c'est-à-dire sur le marché ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, ou encore par le recours à des instruments financiers, notamment des instruments financiers dérivés négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré, tels des options d'achat ou de vente ou toutes combinaisons de celles-ci, à l'exclusion des achats d'options d'achat, ou par le recours à des bons et ce, dans les conditions autorisées par les autorités de marché compétentes et aux époques que le directoire de la Société appréciera. La part maximale du capital social acquise ou transférée sous forme de blocs de titres pourra atteindre la totalité du programme.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, dans le respect de la réglementation en vigueur, y compris en période d'offre publique, sous réserve des dispositions légales et réglementaires applicables en pareille matière.

Cette autorisation est destinée à permettre à la Société de poursuivre les objectifs suivants, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables ou de toute autre finalité qui viendrait à être autorisée par les dispositions légales et réglementaires applicables ou qui viendrait à être reconnue comme pratique de marché de l'Autorité des marchés financiers :

- ☐ favoriser la liquidité des transactions et la régularité des cotations des titres de la Société ou éviter des décalages de cours non justifiés par la tendance du marché dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans les conditions et selon les modalités fixées par la réglementation et les pratiques de marché reconnues et conformes à une charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- ☐ attribuer les actions aux mandataires sociaux ou aux salariés de la Société et/ou des sociétés de son groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables dans le cadre (i) de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, (ii) du régime des options d'achat d'actions prévu par les articles L. 225-179 et suivants du Code de commerce, (iii) du régime de l'attribution gratuite d'actions prévu par les articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce et (iv) d'un plan d'épargne d'entreprise, ainsi que réaliser toutes opérations de couverture afférentes à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le directoire ou la personne agissant sur la délégation du directoire appréciera ;
- ☐ remettre les actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution d'actions de la Société, ainsi que réaliser toutes opérations de

couverture en relation avec l'émission de telles valeurs mobilières, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques que le directoire ou la personne agissant sur la délégation du directoire appréciera ;

- conserver les actions et les remettre ultérieurement en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, fusion, scission ou apport, dans le respect des pratiques de marché admises par l'Autorité des marchés financiers ; ou
- annuler totalement ou partiellement les actions par voie de réduction du capital social (notamment en vue d'optimiser la gestion de la trésorerie, la rentabilité des fonds propres ou le résultat par action), sous réserve de l'adoption de la 21^{ème} résolution ci-après.

La présente autorisation est donnée pour une période de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée générale.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables, à l'effet de mettre en œuvre la présente autorisation, et notamment :

- passer tous ordres en bourse ou hors marché ;
- conclure tous accords en vue notamment de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions ;
- établir tous documents notamment d'information ;
- affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs poursuivis, dans les conditions légales et réglementaires applicables ;
- effectuer toutes déclarations et formalités auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme ; et
- effectuer toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

L'assemblée générale prend acte que dans l'hypothèse où le directoire viendrait à utiliser la présente autorisation, le directoire rendra compte dans le rapport prévu à l'article L. 225-100 du Code de commerce, conformément à l'article L. 225-211 du Code de commerce, du nombre des actions achetées et vendues au cours de l'exercice, des cours moyens des achats et ventes, du montant des frais de négociation, du nombre des actions inscrites au nom de la Société à la clôture de l'exercice et leur valeur évaluée au cours d'achat ainsi que leur valeur nominale pour chacune des finalités, du nombre des actions utilisées, des éventuelles réallocations dont elles ont fait l'objet et la fraction du capital qu'elles représentent.

A titre extraordinaire

Dixième résolution *(Décision relative à la continuation de l'activité de la Société en application des dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire :

- (i) prend acte qu'en raison des pertes constatées dans les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012, les capitaux propres de la Société sont devenus inférieurs à la moitié du capital social ;
- (ii) décide, en application des dispositions de l'article L. 225-248 du Code de commerce, de ne pas prononcer la dissolution anticipée de la Société.

Onzième résolution *(Réduction du capital social de la Société par diminution de la valeur nominale des actions)*

pour cause de pertes)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport des commissaires aux comptes établi conformément à l'article L. 225-204, alinéa 2, du Code de commerce :

- (i) constate que l'imputation des pertes de l'exercice clos le 31 mars 2012 sur le compte report à nouveau négatif, conformément aux termes de la 5^{ème} résolution, fait ressortir un montant de pertes susceptibles d'être apurées au titre de l'exercice clos le 31 mars 2012 de 2.237.323 euros ;
- (ii) décide de réduire le capital d'un montant de 1.351.075,51 euros pour cause de pertes, pour le porter de 1.682.088,91 euros, son montant actuel, à 331.013,40 euros et apurer à due concurrence le solde des pertes de l'exercice clos le 31 mars 2012 ;
- (iii) décide de réaliser cette réduction de capital par voie de diminution de la valeur nominale des 1.103.378 actions de la Société qui sera ramenée à 0,30 euro ;
- (iv) constate, en conséquence, que le report à nouveau négatif est ainsi ramené de 2.237.323 euros à 886.247,49 euros ;
- (v) constate que le capital social de la Société est ainsi ramené de 1.682.088,91 euros à 331.013,40 euros, divisé en 1.103.378 actions de 0,30 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées ;
- (vi) donne tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour procéder à la modification corrélative des statuts.

Douzième résolution *(Délégation de compétence au directoire à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices ou primes)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 225-130 du Code de commerce :

- (i) délègue au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider l'augmentation du capital de la Société, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, par incorporation au capital de tout ou partie des réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont l'incorporation au capital serait admise, à réaliser par émission d'actions nouvelles attribuées gratuitement ou par élévation de la valeur nominale des actions de la Société ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ; et
- (ii) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder quatre millions d'euros (4.000.000 €), montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables, étant précisé que ce montant est fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentation de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières autorisées par les 13^{ème} à 20^{ème} résolutions.

Les droits formant rompus ne seront ni négociables ni cessibles et les actions correspondantes seront vendues ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- déterminer les modalités et conditions des opérations autorisées ci-dessus et notamment déterminer à cet égard le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, ainsi que le ou les postes des capitaux propres sur lesquels elles seront prélevées ;
- fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre ou le nouveau montant de la valeur nominale des actions existantes composant le capital social de la Société ;
- arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'augmentation de la valeur nominale portera effet ;
- prendre toutes mesures destinées à protéger les droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux stipulations contractuelles applicables ;
- accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive la ou les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que de procéder à la modification corrélative des statuts ; et
- prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords afin d'assurer la bonne fin de la ou des opérations envisagées, et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

Treizième résolution *(Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2 et L. 228-92 du Code de commerce :

- (i) met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 2 décembre 2011, par sa 3^{ème} résolution ;
- (ii) délègue au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, en euro ou en monnaie étrangère, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières, donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme au capital de la Société, émises à titre gratuit ou onéreux. Il est précisé que la présente délégation de compétence pourra permettre l'émission de valeurs mobilières dans les conditions prévues par l'article L. 228-93 du Code de commerce ;
- (iii) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder huit millions d'euros (8.000.000 €), montant auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres valeurs mobilières à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, étant précisé que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation et des 14^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder douze millions d'euros (12.000.000 €), plafond global de l'ensemble de ces augmentations de capital immédiates ou à terme ; et

- (iv) décide en outre que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation, ne pourra excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €) ou la contre-valeur de ce montant, à la date de la décision d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies. Ce montant est indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce, étant précisé que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et des 14^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), plafond global de l'ensemble des titres de créances.

Sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence.

La souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances sur la Société.

L'assemblée générale décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible ; en outre, le directoire aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Par conséquent, si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le directoire pourra utiliser, à son choix et dans l'ordre qu'il estimera opportun, tout ou partie des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions étant précisé qu'en cas d'émission d'actions, cette limitation ne pourra être opérée par le directoire que sous la condition que les souscriptions atteignent les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible ; et
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

L'assemblée générale prend acte que, le cas échéant, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières susceptibles d'être émises et donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- déterminer les dates, les prix et les autres modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- déterminer le nombre d'actions et/ou autres valeurs mobilières à émettre, ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur prix d'émission et, s'il y a lieu, le montant de la prime ;
- déterminer le mode de libération des actions et/ou valeurs mobilières à émettre ;

- déterminer la date d'entrée en jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des valeurs mobilières à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai maximum de trois (3) mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres ajustements ;
- le cas échéant, fixer, en fonction des conditions du marché, les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créances auxquels les valeurs mobilières donneraient droit à attribution, le cas échéant avec une prime fixe ou variable ;
- s'il y a lieu, décider de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créances auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques ;
- procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et généralement prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés ;
- décider, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société et dans les conditions fixées par la loi, de leur caractère subordonné ou non, pour fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant, indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché, et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société.

Quatorzième résolution (Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre, par voie d'offres au public, des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136, et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- (i) met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 2 décembre 2011, par sa 4^{ème} résolution ;
- (ii) délègue au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, tant en France qu'à l'étranger, l'émission, par offre au public, en euro ou en monnaie étrangère, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société. Il est précisé que la présente délégation de compétence pourra permettre l'émission de valeurs mobilières dans les conditions prévues par l'article L. 228-93 du Code de commerce ;
- (iii) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation et des 15^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder quatre millions d'euros (4.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription. A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres valeurs mobilières à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, étant précisé que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder douze millions d'euros (12.000.000 €), plafond global de l'ensemble de ces augmentations de capital immédiates ou à terme prévu à la 13^{ème} résolution ; et
- (iv) décide en outre que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et des 15^{ème} à 20^{ème} résolutions, ne pourra excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €) ou la contre-valeur de ce montant, à la date de la décision d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies, montant nominal maximal de l'ensemble des titres de créances émis avec suppression du droit préférentiel de souscription. Ce montant est indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce, étant précisé que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), plafond global de l'ensemble des titres de créances prévu à la 13^{ème} résolution.

Sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence.

La souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances sur la Société.

L'assemblée générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation. Toutefois, le directoire, en

application de l'article L. 225-135, 5^{ème} alinéa, du Code de commerce, aura la faculté de conférer aux actionnaires, selon les modalités qu'il fixera en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables et pour tout ou partie d'une émission effectuée, un délai de priorité de souscription ne donnant pas lieu à la création de droits négociables et qui devra s'exercer proportionnellement à la quotité du capital possédée par chaque actionnaire et pourra être éventuellement complété par une souscription à titre réductible, étant précisé que les titres non souscrits ainsi feront l'objet d'un placement public en France ou, le cas échéant, d'un placement à l'étranger.

Conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, l'assemblée générale décide que :

- (v) le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de cinq pour cent (5) % ; et
- (vi) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action ou autre titre de capital de la Société émis en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale à celle qu'elle recevrait par application du prix de souscription minimum défini au (v) ci-dessus, après correction, s'il y a lieu, de ce montant, pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières, le directoire pourra utiliser, à son choix et dans l'ordre qu'il estimera opportun, tout ou partie des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions étant précisé qu'en cas d'émission d'actions, cette limitation ne pourra être opérée par le directoire que sous la condition que les souscriptions atteignent les trois-quarts au moins de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des titres non souscrits entre les personnes de son choix ;
- offrir au public tout ou partie des titres non souscrits.

L'assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou autres valeurs mobilières de la Société auxquels les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- déterminer les dates, les prix et les autres modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- déterminer le nombre d'actions et/ou autres valeurs mobilières à émettre, ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur prix d'émission et, s'il y a lieu, le montant de la prime ;
- déterminer le mode de libération des actions et/ou valeurs mobilières à émettre ;
- déterminer la date d'entrée en jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des valeurs mobilières à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai maximum de trois (3) mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables ;

- fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres ajustements ;
- le cas échéant, fixer, en fonction des conditions du marché, les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créances auxquels les valeurs mobilières donneraient droit à attribution, le cas échéant avec une prime fixe ou variable ;
- s'il y a lieu, décider de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créances auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques ;
- procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et généralement prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés ;
- décider, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société et dans les conditions fixées par la loi, de leur caractère subordonné ou non, pour fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant, indéterminée, le prix de remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché, et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société.

Quinzième résolution (*Autorisation à donner au directoire, en cas d'émission, par voie d'offres au public, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale*)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce :

- (i) met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 2 décembre 2011, par sa 5^{ème} résolution ;
- (ii) autorise le directoire, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, pour chacune des émissions décidées en application de la 14^{ème} résolution qui précède et dans la limite de dix pour cent (10 %) du capital social de la Société par périodes de douze (12) mois, à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par la 14^{ème} résolution qui précède et à fixer le prix d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières émises, selon les modalités suivantes :

- a) le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant sa fixation, éventuellement diminué d'une décote maximale de dix pour cent (10 %) ; et
- b) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant (i) la fixation du prix d'émission desdites valeurs mobilières donnant accès au capital ou (ii) l'émission des actions issues de l'exercice de droits à l'attribution d'actions attachés auxdites valeurs mobilières donnant accès au capital (lorsque celui-ci est exerçable au gré de la Société), après correction, s'il y a lieu, de ce montant, pour tenir compte de la différence de date de jouissance, et éventuellement diminué d'une décote maximale de dix pour cent (10 %).

Le montant nominal total d'augmentation de capital résultant des émissions réalisées en vertu de la présente résolution ne pourra pas excéder et s'imputera sur le plafond d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription de quatre millions d'euros (4.000.000 €) prévu à la 14^{ème} résolution.

Le montant nominal global de l'ensemble des titres de créances émis en vertu de la présente résolution ne pourra pas excéder et s'imputera sur le plafond relatif aux titres de créances de vingt millions d'euros (20.000.000 €) prévu à la 13^{ème} résolution.

Seizième résolution *(Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre, par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, des actions de la Société et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-91 et suivants du Code de commerce et de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier :

- (i) délègue au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, l'émission, par une offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société. Il est précisé que la présente délégation de compétence pourra permettre l'émission de valeurs mobilières dans les conditions prévues par l'article L. 228-93 du Code de commerce ;
- (ii) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation et des 14^{ème}, 15^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} résolutions, ne pourra excéder quatre millions d'euros (4.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, prévu par la 14^{ème} résolution. A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres valeurs mobilières à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, étant précisé que le montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne

pourra excéder douze millions d'euros (12.000.000 €), plafond global des augmentations de capital immédiates ou à terme prévu à la 13^{ème} résolution ; et

- (iii) décide en outre que le montant nominal de l'ensemble des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et des 14^{ème}, 15^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème}, 19^{ème} et 20^{ème} résolutions ne pourra excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des titres de créances émis avec suppression du droit préférentiel de souscription prévu par la 14^{ème} résolution. Ce montant est indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce, étant précisé que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital susceptibles d'être émis en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), plafond global de l'ensemble des titres de créances prévu à la 13^{ème} résolution.

Sont expressément exclues de la présente délégation de compétence les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence.

La souscription des actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances sur la Société.

L'assemblée générale décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation. Les émissions susceptibles d'être réalisées en application de la présente délégation seront exclusivement adressées (i) aux personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers, (ii) aux investisseurs qualifiés et/ou (iii) à un cercle restreint d'investisseurs au sens de l'article D. 411-4 du Code monétaire et financier sous réserve que ces investisseurs agissent pour compte propre.

Les émissions susceptibles d'être réalisées en application de la présente délégation sont limitées à vingt pour cent (20 %) du capital par an, étant précisé que le délai d'un an précité courra à compter de chaque émission réalisée en application de la présente délégation. Le directoire vérifiera si le plafond de vingt pour cent (20 %) précité n'a pas été atteint au cours des douze (12) mois précédant l'émission envisagée, en tenant compte des éventuelles modifications du capital de la Société affectant le dénominateur.

Conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, l'assemblée générale décide que :

- (iv) le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant sa fixation, éventuellement diminuée d'une décote maximale de cinq pour cent (5 %) ; et
- (v) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle soit, pour chaque action ou autre titre de capital de la Société émis en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale à celle qu'elle recevrait par application du prix de souscription minimum défini au (iv) ci-dessus, après correction, s'il y a lieu, de ce montant, pour tenir compte de la différence de date de jouissance.

Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières, le directoire pourra limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions, étant précisé qu'en cas d'émission d'actions, cette limitation ne pourra être opérée par le directoire que sous la condition que les souscriptions atteignent les trois-quarts au moins de l'émission initialement décidée.

L'assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou autres valeurs mobilières de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- arrêter la liste des bénéficiaires des placements privés réalisés en application de la présente délégation et le nombre de titres à attribuer à chacun d'eux ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur prix d'émission et, s'il y a lieu, le montant de la prime ;
- déterminer les dates, les prix et les autres modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer ;
- déterminer le nombre d'actions et/ou autres valeurs mobilières à émettre, ainsi que leurs termes et conditions, et notamment leur date de jouissance, avec ou sans effet rétroactif, leur prix d'émission et, s'il y a lieu, le montant de la prime ;
- déterminer le mode de libération des actions et/ou valeurs mobilières à émettre ;
- déterminer la date d'entrée en jouissance, avec ou sans effet rétroactif, des valeurs mobilières à émettre et, le cas échéant, les conditions de leur rachat ou échange ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux valeurs mobilières à émettre pendant un délai maximum de trois (3) mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres ajustements ;
- le cas échéant, fixer, en fonction des conditions du marché, les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créances auxquels les valeurs mobilières donneraient droit à attribution, le cas échéant avec une prime fixe ou variable ;
- s'il y a lieu, décider de conférer une garantie ou des sûretés aux valeurs mobilières à émettre, ainsi qu'aux titres de créances auxquels ces valeurs mobilières donneraient droit à attribution, et en arrêter la nature et les caractéristiques ;
- procéder, le cas échéant, à toute imputation sur la ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions, prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, et généralement prendre toutes les dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés ;
- décider, en cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société et dans les conditions fixées par la loi, de leur caractère subordonné ou non, pour fixer leur taux d'intérêt et leur devise, leur durée, le cas échéant, indéterminée, le prix de

remboursement fixe ou variable, avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société et leurs autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés) et d'amortissement ; et

- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société.

Dix-septième résolution (Autorisation à donner au directoire, en cas d'émission, par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce :

autorise le directoire, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, pour chacune des émissions décidées en application de la 16^{ème} résolution qui précède et dans la limite de dix pour cent (10 %) du capital de la Société par période de douze (12) mois, à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par la 16^{ème} résolution qui précède et à fixer le prix d'émission des actions et/ou des valeurs mobilières émises, selon les modalités suivantes :

- le prix d'émission des actions sera au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant sa fixation, éventuellement diminué d'une décote maximale de dix pour cent (10 %) ; et
- le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société sera tel que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action de la Société émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois (3) dernières séances de bourse de l'action Supra sur Euronext Paris précédant (i) la fixation du prix d'émission desdites valeurs mobilières donnant accès au capital ou (ii) l'émission des actions issues de l'exercice de droits à l'attribution d'actions attachés auxdites valeurs mobilières donnant accès au capital (lorsque celui-ci est exerçable au gré de la Société), après correction, s'il y a lieu, de ce montant, pour tenir compte de la différence de date de jouissance, et éventuellement diminué d'une décote maximale de dix pour cent (10 %).

Le montant nominal total d'augmentation de capital résultant des émissions réalisées en vertu de la présente résolution ne pourra pas excéder et s'imputera sur le plafond d'augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription de quatre millions d'euros (4.000.000 €) prévu à la 14^{ème} résolution.

Le montant nominal global de l'ensemble des titres de créances émis en vertu de la présente résolution ne pourra pas excéder et s'imputera sur le plafond relatif aux titres de créances de vingt millions d'euros (20.000.000 €) prévu à la 13^{ème} résolution.

Dix-huitième résolution (Autorisation à donner au directoire, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des

commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-135-1 et R. 225-118 du Code de commerce :

- (i) met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à l'autorisation donnée par l'assemblée générale mixte du 2 décembre 2011, par sa 6^{ème} résolution ;
- (ii) autorise le directoire à décider, pour chacune des émissions décidées en application des 13^{ème} à 17^{ème} résolutions, d'augmenter le nombre d'actions et/ou de valeurs mobilières à émettre dans les conditions prévues par l'article L. 225-135-1 du Code de commerce et au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans la limite du plafond prévu dans la résolution en application de laquelle l'émission est décidée.

La présente autorisation est donnée pour une période de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale.

***Dix-neuvième résolution** (Délégation de compétence au directoire à l'effet de procéder à l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, dans la limite de dix pour cent (10 %) du capital social, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-147 du Code de commerce :

- (i) délègue au directoire, avec faculté de subdélégation, pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, la compétence pour décider, sur le rapport des commissaires aux comptes mentionné aux 1^{er} et 2^{ème} alinéas de l'article L. 225-147 du Code de commerce, l'émission d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
- (ii) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation est fixé à dix pour cent (10 %) du capital de la Société (tel qu'existant à la date de l'utilisation par le directoire de la présente délégation), étant précisé que le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation et des 14^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème} et 20^{ème} résolutions, ne pourra excéder quatre millions d'euros (4.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, prévu par la 14^{ème} résolution. A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres valeurs mobilières à émettre pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, étant précisé que le montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder douze millions d'euros (12.000.000 €), plafond global des augmentations de capital immédiates ou à terme prévu à la 13^{ème} résolution ; et
- (iii) décide en outre que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et des 14^{ème}, 15^{ème}, 16^{ème}, 17^{ème}, 18^{ème} et 20^{ème} résolutions ne pourra excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des titres de créances émis avec suppression du droit préférentiel de souscription prévu par la 14^{ème} résolution. Ce montant est indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le directoire conformément à l'article L. 228-40 du code de commerce, étant précisé que le montant nominal

maximal de l'ensemble des titres de créances susceptibles d'être émis en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), plafond global de l'ensemble des titres de créances prévu à la 13^{ème} résolution.

L'assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions et autres valeurs mobilières de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises au profit des porteurs de valeurs mobilières objets des apports en nature sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- statuer sur le rapport du ou des commissaires aux apports ;
- fixer les termes et conditions et les modalités de l'opération, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables et la présente résolution ;
- fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
- constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
- déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance (même rétroactive), des actions ou autres valeurs mobilières nouvelles et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital de la Société, et notamment évaluer les apports ainsi que l'octroi, s'il y a lieu, d'avantages particuliers et réduire l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers, si les apporteurs y consentent ;
- inscrire au passif du bilan à un compte « *prime d'apport* », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
- à sa seule initiative, imputer les frais de toute émission sur le montant de la « *prime d'apport* » et prélever sur ladite prime les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords (notamment en vue d'assurer la bonne fin de l'émission), requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société, demander l'admission sur Euronext Paris de toutes valeurs mobilières émises en vertu de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés.

Vingtième résolution *(Délégation de compétence au directoire à l'effet d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, en cas d'offre publique d'échange initiée par la Société)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-148 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- (i) délègue au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois aux époques qu'il appréciera, pour une période de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, l'émission d'actions de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital de la Société, en rémunération de

titres apportés à une offre publique comportant une composante d'échange initiée par la Société en France ou (selon les qualifications et règles locales) à l'étranger, sur des titres d'une autre société admis aux négociations sur l'un des marchés réglementés visés à l'article L. 225-148 du Code de commerce et décide, en tant que de besoin, de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières à émettre ;

- (ii) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital de la Société susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, en vertu de la présente délégation et des 14^{ème} à 19^{ème} résolutions, ne pourra excéder quatre millions d'euros (4.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription, prévu par la 14^{ème} résolution. A ce plafond s'ajoutera, le cas échéant, le montant supplémentaire du nominal des actions ou autres valeurs mobilières à émettre pour préserver, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou des titulaires d'autres droits donnant accès au capital ou à des titres de créances de la Société conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables et aux éventuelles stipulations contractuelles applicables prévoyant d'autres cas d'ajustements, étant précisé que le montant nominal maximal de l'ensemble des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder douze millions d'euros (12.000.000 €), plafond global des augmentations de capital immédiates ou à terme prévu à la 13^{ème} résolution ; et
- (iii) décide en outre que le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la Société susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation et des 13^{ème} à 19^{ème} résolutions ne pourra excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), montant nominal maximal de l'ensemble des titres de créances émis avec suppression du droit préférentiel de souscription prévu par la 14^{ème} résolution. Ce montant est indépendant du montant des titres de créances dont l'émission serait décidée ou autorisée par le directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce, étant précisé que le montant nominal maximal de l'ensemble des titres de créances susceptibles d'être émis en vertu des 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ne pourra excéder vingt millions d'euros (20.000.000 €), plafond global de l'ensemble des titres de créances prévu à la 13^{ème} résolution.

L'assemblée prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou autres valeurs mobilières de la Société auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- fixer les termes et conditions et les modalités de l'opération, dans les limites fixées par les dispositions légales et réglementaires applicables et la présente résolution ;
- fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
- constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
- déterminer les dates, conditions d'émission, notamment le prix et la date de jouissance (même rétroactive), des actions ou autres valeurs mobilières nouvelles et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à une quotité du capital de la Société ;
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés à ces titres pendant un délai maximum de trois (3) mois dans les limites prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables ;
- inscrire au passif du bilan à un compte « *prime d'apport* », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;

- à sa seule initiative, imputer les frais de toute émission sur le montant de la « prime d'apport » et prélever sur ladite prime les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital social après chaque augmentation ;
- faire procéder à toutes formalités requises pour l'admission aux négociations sur un marché réglementé en France ou à l'étranger des droits, actions ou valeurs mobilières émises, et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et assurer le service financier des titres concernés et l'exercice des droits y attachés ; et
- prendre généralement toutes les dispositions utiles, conclure tous accords, requérir toutes autorisations, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées ou y surseoir, et notamment constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation, modifier corrélativement les statuts de la Société.

Vingt et unième résolution (Autorisation à donner au directoire à l'effet de réduire le capital social de la Société par voie d'annulation d'actions)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du code de commerce :

- (i) autorise le directoire, avec faculté de subdélégation, à annuler en une ou plusieurs fois aux époques qu'il appréciera, pour une durée de dix-huit (18) mois à compter de la présente assemblée générale, les actions acquises par la Société au titre de la mise en œuvre de l'autorisation donnée à la 9^{ème} résolution ou toute résolution ayant le même objet et la même base légale (y compris les actions auto détenues à ce jour), dans la limite de dix pour cent (10 %) du capital social de la Société par période de vingt-quatre (24) mois, et réduire corrélativement le capital social, étant rappelé que ce pourcentage s'applique à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée ; et
- (ii) autorise le directoire à imputer la différence entre la valeur de rachat des actions annulées et leur valeur nominale sur le poste « Primes d'émission » ou sur tout poste de réserves disponibles, y compris la réserve légale, celle-ci dans la limite de dix pour cent (10 %) de la réduction de capital réalisée.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour procéder à cette ou ces opérations d'annulation d'actions et de réduction de capital, notamment arrêter le montant définitif de la réduction de capital, en fixer les modalités et en constater la réalisation et procéder à la modification corrélatrice des statuts de la Société, effectuer toutes formalités, toutes démarches et déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

Vingt-deuxième résolution (Autorisation à donner au directoire à l'effet de procéder à des augmentations de capital réservées aux salariés de la Société adhérant à un plan d'épargne entreprise)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du directoire et du rapport spécial des commissaires aux comptes, afin de permettre la réalisation d'augmentations de capital réservées aux salariés adhérents à un plan d'épargne d'entreprise à un niveau qui demeure en adéquation avec le montant du capital social, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138 et suivants du Code de commerce et L. 3332-1 et suivants du Code du travail :

- (i) met fin, avec effet immédiat, pour la fraction non utilisée, à la délégation donnée par l'assemblée générale mixte du 2 décembre 2011, par sa 7^{ème} résolution ;

- (ii) délègue au directoire, avec faculté de subdélégation, la compétence pour décider, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera pour une durée de vingt-six (26) mois à compter de la présente assemblée générale, l'émission, dans la limite d'un montant nominal maximal d'un million d'euros (1.000.000 €), d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société réservées aux adhérents à un plan d'épargne de la Société et des sociétés et groupements d'intérêt économique liés à la Société dans les conditions de l'article L. 225-180 du Code de commerce, étant toutefois précisé que ce montant est fixé de façon autonome et distincte des plafonds d'augmentations de capital résultant des émissions d'actions ou de valeurs mobilières autorisées par les 13^{ème} à 20^{ème} résolutions ;
- (iii) décide de supprimer, en faveur desdits adhérents, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ou aux valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société émises en application de la présente autorisation ;
- (iv) décide, conformément aux dispositions de l'article L. 3332-19 du Code du travail, que la décote offerte ne pourra excéder vingt pour cent (20 %) de la moyenne des derniers cours cotés de l'action de la Société lors des vingt jours de négociation précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions, et trente pour cent (30 %) de la même moyenne lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan est supérieure ou égale à dix ans ; toutefois, l'assemblée générale autorise expressément le directoire à supprimer ou réduire la décote susmentionnée, s'il le juge opportun, afin de tenir compte, *inter alia*, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement. Le directoire pourra également substituer tout ou partie de la décote par l'attribution d'actions ou d'autres valeurs mobilières en application des dispositions ci-dessous ; et
- (v) décide que le directoire pourra prévoir l'attribution, à titre gratuit, d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, étant entendu que l'avantage total résultant de cette attribution au titre de l'abondement, ou le cas échéant, de la décote sur le prix de souscription ne pourra pas excéder les limites légales ou réglementaires et que les actionnaires renoncent à tout droit aux actions ou autres valeurs mobilières donnant accès au capital qui serait émis en vertu de la présente résolution.

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation, notamment à l'effet de :

- arrêter, dans les limites ci-dessus, les caractéristiques, montant et modalités de toute émission ;
- déterminer que les émissions ou les attributions pourront avoir lieu directement au profit des bénéficiaires ou par l'intermédiaire d'organismes collectifs ;
- procéder aux augmentations de capital résultant de la présente autorisation, dans la limite du plafond déterminé ci-dessus ;
- fixer le prix de souscription des actions de numéraire conformément aux dispositions légales ;
- prévoir en tant que de besoin la mise en place d'un plan d'épargne d'entreprise ou la modification de plans existants ;
- arrêter la liste des salariés bénéficiaires des émissions réalisées en vertu de la présente délégation, fixer le délai de libération des actions, ainsi que, le cas échéant, l'ancienneté des salariés exigée pour participer à l'opération, le tout dans les limites légales ;
- procéder à tous ajustements afin de prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du pair de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de

titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur le capital ;

- accomplir, soit par lui-même, soit par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution ; et
- modifier les statuts en conséquence et, généralement, faire le nécessaire.

A titre ordinaire

Vingt-troisième résolution *(Pouvoirs pour formalités)*

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par la loi, confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal aux fins d'accomplir toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicité prévus par la législation en vigueur.

SUPRA

Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 1.682.088,91 €
Siège social : 28, rue du Général Leclerc - 67210 OBERNAI
675 880 710 R.C.S. Saverne
SIRET : 675 880 710 000 32

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE du 27 juin 2012

FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE OU PAR PROCURATION	Cadre réservé
	nom _____ prénom _____ demeurant _____ qualité : propriétaire usufruitier nu-propriétaire Identifiant _____ nbr. d'actions _____ nbr. de voix _____
Attention date limite de réception : 22 juin 2012	

Après avoir pris connaissance du texte des résolutions proposé au vote de l'Assemblée Générale Mixte, choisissez (1) ou (2) ou (3) en entourant votre choix.

(1) Vous faites confiance au Président et vous l'autorisez à voter en votre nom : dater et signer ce formulaire sans cocher de case.

Ou

(2) Vous souhaitez vous exprimer sur les résolutions : vous devez cocher une case par ligne, dater et signer.

RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

Résolutions	OUI	NON / ABSTENTION	Je donne pouvoir au Président
Première	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Deuxième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Troisième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Quatrième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cinquième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sixième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Septième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Huitième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Neuvième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dixième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Onzième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Douzième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Treizième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Quatorzième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Quinzième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Seizième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dix-septième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dix-huitième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dix-neuvième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vingtième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vingt-et-unième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vingt-deuxième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Vingt-troisième	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentées à l'assemblée	Je fais confiance au Président qui votera en mon nom <input type="checkbox"/>	Je m'abstiens, ce qui signifie que je vote contre <input type="checkbox"/>	Je donne procuration à M..... <input type="checkbox"/>
--	--	---	---

ou

(3) Vous souhaitez donner procuration à une personne qui vous représentera à l'Assemblée Générale, désignée conformément aux statuts, afin que cette personne vote pour vous à l'assemblée. Indiquez son nom, datez et signez.

Nom de mon représentant :

Nom, prénom, adresse	Fait le : à	Signature
----------------------	----------------	-----------

Veuillez prendre connaissance des instructions figurant au verso.

INSTRUCTIONS SUR L'UTILISATION DU DOCUMENT

LE CHOIX DE L'ACTIONNAIRE

(1) Procuration sans indication de mandat

Le Président de l'assemblée votera en votre nom dans un sens favorable à l'adoption des résolutions présentées par le Directoire.

Il vous suffit de dater et signer le formulaire sans remplir 2 et 3.
Le formulaire devra ensuite être adressé ou remis à la société afin de lui parvenir avant la réunion.

(2) Vote par correspondance

Mettre X dans la case choisie pour chaque résolution.

ATTENTION : toute absence d'indication de vote ou tout vote multiple sur une même résolution sera considéré comme un vote défavorable à l'adoption de la résolution.

Pour les amendements et résolutions nouvelles, si vous donnez procuration à une personne autre que le Président de l'assemblée, celle-ci ne peut être désignée que conformément aux statuts.

Il vous suffit, après avoir coché les cases, de dater et signer le formulaire sans remplir 3.
Le formulaire devra ensuite être adressé ou remis à la société afin de lui parvenir avant la date limite de réception figurant sur le bulletin.
TOUT FORMULAIRE NON PARVENU A CETTE DATE NE POURRA ETRE PRIS EN CONSIDERATION.

(3) Procuration spéciale

La personne, choisie conformément aux dispositions statutaires, dont vous aurez précisé le nom, vous représentera à l'assemblée.

Il vous suffit d'indiquer le nom, le prénom usuel et l'adresse de votre représentant, puis de dater et signer sans remplir 2.
Le formulaire devra ensuite être remis à votre mandataire ou adressé à la société.

L'IDENTITÉ DE L'ACTIONNAIRE ET SA SIGNATURE

Le signataire est prié d'inscrire ses nom, prénom usuel et domicile ou dénomination et siège social pour les personnes morales qui devront alors préciser les nom, prénom et qualité du signataire.

Ce formulaire doit comporter la signature de l'actionnaire ou de son représentant légal ou judiciaire, dans ce cas il y a lieu de mentionner les nom, prénom et qualité de ce représentant.

Extrait du Code de Commerce

art. 225 - 106, alinéa 6 : "Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration ou le directoire, selon le cas, et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution. Pour émettre tout autre vote, l'actionnaire doit faire choix d'un mandataire qui accepte de voter dans le sens indiqué par le mandant".

art. 225 - 107 - I : "Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire dont les mentions sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Les dispositions contraires des statuts sont réputées non écrites. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la société avant la réunion de l'assemblée, dans les conditions de délais fixées par décret en Conseil d'Etat. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs".

Ce formulaire vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.